Coordination.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 20 décembre 1952, d'une demande d'avis, dans un délai de huitaine,

sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 concernant l'organisation de l'assurance obligatoire en cas de maladie ou d'invalidité",

et le 24 décembre sur des amendements à ce projet,

a donné en sa séance du 27 décembre 1952 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 20e December 1952 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem, binnen een termijn van acht dagen, van advies te dienen

over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945 betreffende de organisatie van de verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit",

en de 24e December over amendementen op dat ontwerp,

heeft ter zitting van 27 December 1952 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet de modifier l'organisation du Fonds national d'assurance maladie-invalidité et le système d'assurance contre la maladie et l'invalidité.

Le Conseil d'Etat signale la discordance qui existe entre les modalités de la tutelle exercée sur le F.N.A.M.I. telles qu'elles sont prévues dans le projet d'arrêté royal soumis au Conseil d'Etat, d'une part, et telles qu'elles sont prévues dans le projet de loi relatif au contrôle de certains organismes d'intérêt public (doc. 317, Chambre des Représentants, 1951-1952), d'autre part.

Selon le projet d'arrêté royal, les trois commissaires du Gouvernement qui siègent au comité national du F.N.A.M.I. et au comité permanent de cette institution sont désignés par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le Ministre de la Santé publique et de la Famille et le Ministre des Finances (articles 29, alinéa 2, et 31, alinéa 2, du projet), alors que selon le projet de loi la tutelle sur les organismes repris sous la rubrique B, parmi lesquels figure le F.N.A.M.I., est exercée à l'intervention d'un ou de plusieurs commissaires du Gouvernement nommés par le Roi, sur présentation du ministre compétent (article 9, § 1er).

Selon le projet d'arrêté royal, les commissaires du Gouvernement ont le pouvoir de suspendre l'exécution des décisions du comité national et du comité permanent sans que leur pouvoir soit limité dans le temps (article 41), alors que, selon le projet de loi, les commissaires du Gouvernement ne disposent que de trois jours pour prendre leur recours contre l'exécution des décisions des organismes sous tutelle (article 9, § 2).

.../...

Selon le projet d'arrêté, la décision contestée par un commissaire du Gouvernement peut recevoir exécution si le ministre n'a pas confirmé la suspension dans un délai de trente jours; le délai est de soixante jours si le ministre intéressé saisit le conseil des ministres (article 41), alors que, selon le projet de loi, la décision de l'organisme sous tutelle devient définitive si le ministre chargé de la tutelle n'a pas statué dans un délai de quinze jours (article 9, § 2).

Les dispositions du projet de loi ont été admises par la commission spéciale de la Chambre qui propose simplement de remplacer la notion de tutelle par celle de contrôle (Document 25, 1952-1953).

Les modalités de la tutelle proposées par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale devront donc être ultérieurement mises en concordance avec la loi sur le contrôle de certains organismes d'intérêt public, à moins que le Parlement n'amende le projet de loi pour tenir compte des nécessités des institutions de la sécurité sociale.

\+

\+ \+

Examinant ensuite le projet dans l'ordre de ses articles, le Conseil d'Etat formule les observations suivantes.

L'alinéa 5 du préambule apparaît inutile et peut être omis sans inconvénient.

Le Conseil d'Etat propose de placer en tête de l'arrêté un article ainsi rédigé :

"L'article 2, alinéas 2 et 3, de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Le choix est libre. Les conditions et les modalités de mutation sont fixées par ...".

Article 1er.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"L'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Régent du 13 janvier 1949, est remplacé par la disposition suivante :".

- - -

Le Conseil d'Etat constate certaines discordances entre le champ d'application de l'assurance maladie définie au nouvel article 3 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 et celui défini par la loi sur les sociétés mutualistes à laquelle cet article se réfère. Ainsi l'article 71 du même arrêté du Régent permet l'octroi d'une indemnité d'invalidité jusqu'à l'âge de la pension, alors que la loi sur les sociétés mutualistes ne prévoit que des secours temporaires.

.../...

Article 2.

Rédaction proposée :

A l'article 4, alinéa 1er, du même arrêté, les mots:"Comité national d'administration du Fonds national d'assurance maladie-invalidité, visé à l'article 29 du présent arrêté" sont remplacés par les mots "Comité permanent".

Articles 4 et 5.

L'alinéa 1er de l'article 5 bis de l'arrêté en vigueur étant modifié par l'article 4 du projet, et les alinéas 3 à 5 du même article étant remplacés par l'article 5 du projet, le Conseil d'Etat propose de reprendre tout l'article 5 bis.

Article 6.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"L'article 7 du même arrêté, abrogé par l'arrêté du Régent du 13 janvier 1949, est rétabli dans la rédaction suivante:".

Article 8.

L'alinéa 1er du nouvel article 8 bis paraît faire double emploi avec l'alinéa 3 de l'article 1er. Il y aurait lieu de supprimer l'une de ces deux dispositions.

.../...

Pour les alinéas 3 et 4, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

"Le solde est utilisé pour couvrir les interventions prévues à l'article 54 ainsi que les frais d'administration des organismes assureurs.

Lorsque le déficit d'un organisme assureur en ramène la réserve à un montant inférieur à celui qui est fixé à l'article 4, cet organisme assureur peut réclamer à ses assurés une cotisation supplémentaire destinée à rétablir l'équilibre financier.".

Articles 13 à 18 bis.

Le Conseil d'Etat propose de remplacer ces articles par un seul article ainsi rédigé :

Article .-

Le titre Ier, chapitre II, section II, du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes:

"Section II. Organisation du comité national et du comité permanent.

Article 29.- ... (texte proposé pour l'article 29 par l'article 14 du projet. Il est toutefois à conseiller de fondre en un seul les alinéas 2 et 3) ...

Article 30.- ... (texte proposé pour l'article 31 par l'article 16 du projet) ...

Article 31.- Les membres visés aux 1°, 2°, 3° des articles 29 et 30 sont nommés par arrêté royal.
...(La suite comme au texte du Gouvernement : article 31 bis introduit par l'article 17 du projet, sous réserve de remplacer les mots "du Comité" par "des comités")...

.../...

Article 32.- Tant au comité national qu'au comité permanent, les suppléants ne siègent qu'en cas d'absence du titulaire qu'ils suppléent.

Article 33.- ... (texte proposé pour l'article 33 par l'article 18 du projet) ...

Article 33 bis.- ... (texte proposé pour l'article 33 bis par l'article 18 bis du projet) ...".

- - -

Aux termes du nouvel article 33 bis, chaque membre du conseil permanent peut exiger que les décisions de celui-ci soient soumises à l'avis du comité national. Si, dans l'intention du Gouvernement, cet avis n'est requis qu'en cas d'opposition unanime d'un groupe de représentants, le texte devrait être rédigé autrement.

Article 19.

Il résulte de l'emploi du terme "fonctionnaire" au nouvel article 34, A, B et C, alinéas 3, que les fonctions de secrétaire devront être assurées par un agent de l'Etat de première catégorie.

Si telle n'était pas l'intention du Gouvernement, il y aurait lieu de modifier le texte.

Au même article, B, alinéa 1er, 2°, l'expression "corps dentaire" apparaît comme sans portée juridique.

.../...

Article 20.

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

L'article 35 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Régent du 13 janvier 1949 et l'arrêté royal du 25 juillet 1951, est remplacé par la disposition suivante:

"Article 35.- Le président et les membres des conseils techniques sont nommés par le Roi, sur proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, pour un terme de six ans et soumis aux conditions de renouvellement prévues à l'article 31 du présent arrêté pour les membres du comité national et du comité permanent.

Chaque conseil se réunit sur convocation de son président, chaque fois que ce dernier le juge nécessaire ou à la demande du comité permanent ou à la demande d'au moins trois membres du conseil.".

Article 22.

La phrase liminaire devrait être rédigée ainsi qu'il suit:

"Le titre Ier, chapitre II, section IV, du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

"Section IV. Compétence du comité national et du comité permanent.".

- - -

Le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante pour le nouvel article 38 :

"Le comité permanent est chargé :

1° de répartir ...

2° de contrôler ...

3° d'élaborer ...".

.../...

Article 24.

A l'article 40 bis nouveau, le Conseil d'Etat estime qu'il y a lieu de préciser sur quelles décisions doit porter l'accord du conseil médical de l'invalidité.

Article 29.

L'article 72 prévoyant d'autres modifications à l'article 48 de l'arrêté en vigueur, le Conseil d'Etat propose de remplacer tout l'alinéa ainsi qu'il suit :

"L'article 48, alinéa 1er, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 48.- Le compte des recettes et des dépenses de l'exercice écoulé est remis chaque année, le 15 mai au plus tard, au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. A ce compte est annexé le relevé des recettes et dépenses de chaque organisme assureur, établi dans un cadre déterminé par le comité permanent.".

Article 30.

Pour des raisons identiques à celles énoncées sous l'article 29, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

"L'article 49 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Régent du 13 janvier 1949, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 49.- Le budget des dépenses administratives du Fonds national d'assurance maladie-invalidité est établi chaque année avant le 1er octobre pour l'exercice suivant par le comité national.".

.../...

Articles 32 à 49.

Tous les articles du chapitre Ier du titre II étant remplacés par le présent projet, le Conseil d'Etat propose de reprendre tout le chapitre ainsi qu'il suit :

Article .-

Le chapitre Ier du titre II du même arrêté, modifié par les arrêtés du Régent des 28 mars 1947 et 13 janvier 1949, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Chapitre Ier. Soins de santé.

Section 1ère. - Définition des soins.

Article 52.- ...(texte de l'article 53 nouveau, alinéa 1er, introduit par le projet, compte tenu des observations suivantes :

1° il y aurait lieu de supprimer les mots "de garantir et";

2° au c, il importerait de préciser la différence existant entre "l'hospitalisation curative" et "l'hospitalisation de traitement")...

Article 53.- ...(texte de l'article 53 nouveau, alinéas 2, 3 et 4, dont l'alinéa 2 devrait être modifié comme suit :

"La nomenclature des soins visés à l'article 52 est définie par arrêté royal délibéré en conseil des ministres. Les barèmes d'honoraires et de remboursement, ainsi que les conditions dans lequelles ces soins sont fournis, sont déterminés par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, qui ne peut les modifier que sur avis du Comité permanent.".

A l'alinéa 3, il y a lieu de préciser à qui le rapport de la direction médicale est présenté)...

.../...

Article 54.- ... (texte de l'article 54 nouveau, alinéas 1er et 2, sous réserve de modifier les références aux articles 54 bis et 53 respectivement par celles aux articles 57 et 52) ...

Article 55.- ... (texte de l'article 54 nouveau, alinéa 3, tel qu'il est modifié ci-après, et de l'article 66 du projet :

"Les barèmes déterminant les honoraires médicaux, dentaires et autres se rapportant aux prestations énumérées à l'article 54, sont fixés par arrêté ministériel.

Le tarif ...") ...

Article 56.- ... (texte de l'article 60 nouveau introduit par le projet) ...

Article 57.- ... (texte de l'article 54 bis nouveau) ...

Article 58.- ... (texte de l'article 55 nouveau, en modifiant les références) ...

Article 59.- ... (texte de l'article 56 nouveau, en modifiant la référence) ...

Article 60.- ... (texte de l'article 65 nouveau, en modifiant la référence) ...

.../...

Article 61.- Le médecin prescrit librement. Il recherche l'efficacité maximum avec le minimum de dépenses. Les organismes assureurs ne sont pas tenus d'intervenir dans le coût des produits pouvant être utilisés à des fins alimentaires, ménagères ou de toilette, ni des spécialités qui ne sont pas mentionnées dans les tarifs pharmaceutiques visés à l'article 55.

Le médecin écrit ses ordonnances sur les formulaires qui sont remis à cet effet aux assurés par le Fonds national d'assurance maladie-invalidité par l'intermédiaire de leur organisme assureur; il tient pour chaque bénéficiaire qui le consulte une observation écrite continue; il délivre les certificats de début d'incapacité de travail et de décès.

Toutes les dispositions sont prises en toutes circonstances pour assurer entièrement le respect du secret professionnel.

Article 62.- ... (texte de l'article 57 bis nouveau)...

Le Conseil d'Etat formule les observations suivante

L'article 57 bis du projet prévoit un recours auprès de la commission de discipline contre les décisions prises par les organismes assureurs à l'égard des personnes ou des institutions qui sont autorisées à fournir les soins de santé, mais qui, à l'occasion de l'exercice de leur art, ne se conforment pas aux dispositions légales ou réglementaires, causent un préjudice à l'assurance ou se rendent coupables de fraude ou d'abus à son égard.

La commission ne donne qu'un avis, qui rend néanmoins la décision de l'organisme assureur définitive si l'avis est conforme à la décision.

./.

L'alinéa 6 de cet article omet de prévoir quel est le sort de la décision si l'organisme assureur ne se conforme pas à l'avis de la commission de discipline.

L'alinéa 7 est superflu puisque l'irrecevabilité pour l'introduction tardive est prévue à l'alinéa 4.

Sous réserve de ces observations, le Conseil d'Etat propose quelques modifications aux alinéas 3, 4 et 5 de l'article 57 bis, qui devraient être rédigés comme suit :

"Cette personne ou institution peut demander que cette décision soit soumise à l'avis de la commission de discipline instituée par l'article 36 bis.

Cette demande doit, sous peine d'irrecevabilité, être introduite auprès de l'organisme assureur dans un délai de quinze jours prenant cours à la date de la notification de la décision. La demande est suspensive.

La commission de discipline peut proposer l'augmentation, la confirmation ou la diminution de la durée du refus de remboursement. "

Section II. - Détermination des bénéficiaires des soins de santé.

Article 63.- ... (texte de l'article 58 actuellement en vigueur en tenant compte des modifications y apportées par les articles 42 et 43 du projet) ...

Article 64.- ... (texte de l'article 59 nouveau en modifiant la référence)... "

Article 52.

Ce texte appelle les mêmes observations que celles qui ont été formulées au sujet de l'article 24 du projet.

./.

Article 53.

Le Conseil d'Etat est d'avis que la notion de "travailleurs réguliers" devrait être définie dans le projet ou par le Ministre habilité à cet effet.

Article 65.

Le Conseil d'Etat propose de supprimer cet article et de reprendre la modification qui est prévue à l'article 72 du projet.

Article 66.

Le Conseil d'Etat propose de modifier la dernière phrase du texte ainsi qu'il suit :

" Si celui-ci n'a pas donné son avis dans le mois de la demande qui lui en est faite, l'organisme assureur peut passer outre.".

Article 67.

Le dernier alinéa de l'article 94 nouveau devrait préciser les différends que le médecin conseil serait appelé à prévenir et à résoudre.

Article 68.

Le Conseil d'Etat propose de remplacer les trois derniers alinéas du nouvel article 96 par le texte suivant :

" Ils enquêtent auprès des pharmaciens, des médecins tenant officine, des agents des organismes assureurs et des bénéficiaires de l'assurance. Ces personnes sont tenues de répondre aux questions des inspecteurs qui peuvent notamment se faire remettre contre décharge tout document justificatif indispensable.",

./.

Article 72.

En tenant compte des textes proposés par le présen· avis, cet article devrait être rédigé comme suit :

"Dans les articles 11, 12, 15, alinéa 1er, 17, 23, alinéa 4, 24, alinéas 2, 3 et 4, 26 et 27, alinéa 1er, 3°, du même arrêté, les mots "Comité national d'administration" sont remplacés par les mots "comité national"

Dans les articles 4, alinéas 3 et 5, 10, alinéa 3, 36 et 92 bis, alinéa 2, du même arrêté, les mots "Comité national d'administration" sont remplacés par les mots 'comité permanent".

Dans l'article 51 du même arrêté, les mots "Comité national d'administration et de la délégation permanente consultative" sont remplacés par les mots " omité nationa et du comité permanent"."

Article 73.

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

"Sont abrogés :

1° l'arrêté du Régent du 17 avril 1945 fixant la subvention de l'Etat aux organismes assureurs de l'assurance obligatoire en cas de maladie ou d'invalidité, modifié par l'arrêté du Régent du 12 mars 1948,

2° l'arrêté ministériel du 20 mai 1949 visant l'organisation du conseil médical de l'invalidité dans le cadre du Fonds national d'assurance maladie-invalidité.".

./.

Articles 74 et 75.

Ces articles doivent être intervertis.

\+
\+ +

L'avis étant demandé dans un délai de huitaine, le Conseil d'Etat est dans l'obligation de limiter son avis à ces observations.

\+
\+ +

Le texte néerlandais appelle en outre certaines modifications de pure forme qui sont reprises à la fin du présent avis.

Het ontwerp strekt tot wijziging van de organisatie van het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit en van het stelsel van verzekering tegen ziekte en invaliditeit.

De Raad van State merkt op, dat er gemis van overeenstemming is in de modaliteiten van de voogdij over het R.V.Z.I. uitgeoefend enerzijds volgens het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit, anderzijds volgens het ontwerp van wet betreffende de contrôle op sommige instellingen van openbaar nut (Parl. doc. 317, Kamer van Volksvert. 1951-1952).

Volgens het ontwerp van koninklijk besluit worden de drie Regeringscommissarissen die in het nationaal comité van het R.V.Z.I. en in het bestendig comité van die instelling zitting hebben, aangewezen door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, door de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin en door de Minister van Financiën (artikelen 29, tweede lid, en 31, tweede lid, van het ontwerp), terwijl volgens het ontwerp van wet de voogdij van de instellingen vermeld onder rubriek B, waaronder het R.V.Z.I. voorkomt, uitgeoefend wordt door bemiddeling van een of meer Regeringscommissarissen die de Koning op de voordracht van de bevoegde minister benoemt (artikel 9, § 1).

Volgens het ontwerp van koninklijk besluit hebben de Regeringscommissarissen bevoegdheid om de uitvoering der beslissingen van het nationaal comité en van het bestendig comité te schorsen zonder dat die bevoegdheid in de tijd beperkt is (artikel 41); volgens het ontwerp van wet daarentegen beschikken de Regeringscommissarissen slechts over drie dagen om tegen de uitvoering van de beslissingen der onder voogdij staande instellingen beroep aan te tekenen (artikel 9, § 2).

.../...

Volgens het ontwerp van besluit kan de beslissing die door een Regeringscommissaris wordt betwist, ten uitvoer gebracht worden zo de minister de schorsing niet binnen een termijn van dertig dagen heeft bekrachtigd; de termijn bedraagt zestig dagen zo de betrokken minister de zaak bij de ministerraad aanhangig maakt (artikel 41); volgens het ontwerp van wet echter wordt de beslissing der onder voogdij staande instelling definitief zo de met de voogdij belaste minister binnen een termijn van vijftien dagen geen uitspraak heeft gedaan (artikel 9, § 2).

De bepalingen van het ontwerp van wet zijn aangenomen door de bijzondere Kamercommissie, die alleen heeft voorgesteld het begrip voogdij te vervangen door het begrip toezicht (Document 25, 1952-1953).

De modaliteiten van de voogdij voorgesteld door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg zullen later in overeenstemming moeten gebracht worden met de wet betreffende de contrôle op sommige instellingen van openbaar nut, tenzij het Parlement het wetsontwerp amendeert om met de behoeften der instellingen voor maatschappelijke zekerheid rekening te houden.

\+

\+ \+

Bij het onderzoek der artikelen, in de volgorde waarin zij in het ontwerp voorkomen, maakt de Raad van State dan de volgende opmerkingen :

.../...

Het vijfde lid der inleiding lijkt overbodig en kan zonder bezwaar wegvallen.

De Raad van State stelt voor, het besluit te laten aanvangen met een als volgt luidend artikel :

"Artikel 2, tweede en derde lid, van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945 wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"De keuze is vrij. Voorwaarden en modaliteiten van mutatie worden bij een reglement geregeld.".

Artikel 1.

De inleidende zin dient als volgt te luiden :

"Artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij besluit van de Regent van 13 Januari 1949, wordt door volgende bepaling vervangen :".

- - - -

De Raad van State stelt vast dat er op sommige punten gebrek aan overeenstemming is tussen het toepassingsgebied der in het nieuw artikel 3 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945 omschreven verzekering tegen ziekte en het gebied dat omschreven is door de wet op de mutualiteitsverenigingen waar dat artikel naar verwijst. Zo mag, volgens artikel 71 van hetzelfde besluit van de Regent, invaliditeitsvergoeding worden toegekend tot de leeftijd van oppensioenstelling, terwijl in de wet op de mutualiteitsverenigingen slechts van tijdelijke hulp sprake is.

.../...

Artikel 2.

Voorgestelde lezing :

In artikel 4, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt "het in artikel 29 van dit besluit bedoeld bestuurscomité van het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit zijn gemachtigd" vervangen door "het vast comité zijn gemachtigd".

Artikelen 4 en 5.

Daar het eerste lid van artikel 5 bis van het geldend besluit door artikel 4 van het ontwerp gewijzigd en de leden 3 tot 5 van hetzelfde artikel door artikel 5 van het ontwerp vervangen worden, stelt de Raad van State voor, artikel 5 bis in zijn geheel op te nemen.

Artikel 6.

De inleidende zin worde gelezen als volgt :

"Artikel 7 van hetzelfde besluit, opgeheven bij besluit van de Regent van 13 Januari 1949, wordt in de volgende redactie hersteld :".

Artikel 8.

Het eerste lid van het nieuw artikel 8 bis zegt blijkbaar hetzelfde als het derde lid van artikel 1. Eén van beide bepalingen zou moeten vervallen.

.../...

Voor het derde en het vierde lid stelt de Raad van State volgende lezing voor :

"Het saldo wordt aangewend voor de dekking van de in artikel 54 bedoelde tegemoetkomingen, evenals van de kosten van beheer der verzekeringsinstellingen.

Wanneer het deficit van een verzekeringsinstelling de reserve vermindert tot een bedrag dat lager is dan het in artikel 4 bedoelde, mag die verzekeringsinstelling van haar verzekerden een bijkomende bijdrage eisen om het financieel evenwicht te herstellen.".

Artikelen 13 tot 18 bis.

De Raad van State stelt voor, die artikelen door één als volgt luidend artikel te vervangen :

Artikel _____.-

Titel I, hoofdstuk II, afdeling II, van hetzelfde besluit wordt door volgende bepalingen vervangen :

"Afdeling II. Organisatie van het nationaal comité en van het vast comité.

Artikel 29.- ... (tekst voor artikel 29 door artikel 14 van het ontwerp voorgesteld. Toch is het geraden het tweede en het derde lid te verenigen) ...

Artikel 30.- ... (tekst voor artikel 31 door artikel 16 van het ontwerp voorgesteld) ...

.../...

Artikel 31.- De leden in 1°, 2°, 3° van de artikelen 29 en 30 bedoeld,worden bij koninklijk besluit benoemd. ... (verder als in de tekst van de Regering : artikel 31 bis door artikel 17 van het ontwerp ingevoegd, mits "van het comité" door "van de comité's" te vervangen) ...

Artikel 32.- Zowel in het nationaal comité als in het vast comité hebben de plaatsvervangers alleen zitting bij afwezigheid van het lid dat zij vervangen.

Artikel 33.- ... (tekst voor artikel 33 door artikel 18 van het ontwerp voorgesteld) ...

Artikel 33 bis.- ... (tekst voor artikel 33 bis door artikel 18 bis van het ontwerp voorgesteld) ...".

- - - -

Volgens het nieuw artikel 33 bis kan ieder lid van het vast comité eisen dat de beslissingen van dit comité voor advies aan het nationaal comité worden voorgelegd. Indien de Regering bedoelt dat dit advies enkel is vereist wanneer een groep vertegenwoordigers zich eenparig verzet, zou de tekst anders moeten luiden.

Artikel 19.

Daar het woord "ambtenaar" in het nieuw artikel 34, A, B en C, derde lid, wordt gebezigd, zal blijkbaar een Rijksambtenaar der eerste categorie als secretaris moeten optreden.

Mocht de Regering het zo niet bedoelen, dan worde de tekst gewijzigd.

.../...

In hetzelfde artikel, B, eerste lid, 2°, blijkt de uitdrukking "tandheelkundig corps" geen juridische betekenis te hebben.

Artikel 20.

De Raad van State stelt volgende tekst voor :

Artikel 35 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 13 Januari 1949 en bij het koninklijk besluit van 25 Juli 1951, wordt door volgende bepaling vervangen :

"Artikel 35.- De voorzitter en de leden van de technische raden worden door de Koning op voordracht van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg voor een termijn van zes jaar benoemd en zijn aan de hernieuwingsvoorwaarden onderworpen, welke in artikel 31 van dit besluit voor de leden van het nationaal comité en van het vast comité zijn bepaald.

Elke raad wordt bijeengeroepen door zijn voorzitter, telkens als deze het nodig acht of wanneer het vast comité of ten minste drie leden van de raad er om verzoeken.".

Artikel 22.

De inleidende zin worde gelezen als volgt :

"Titel I, hoofdstuk II, afdeling IV, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Afdeling IV. Bevoegdheid van het nationaal comité en van het vast comité.".

- - - - -

.../...

De Raad van State stelt voor het nieuw artikel 38 volgende lezing voor :

"Het vast comité is gelast:

1° ...
2° ...
3° ...".

Artikel 24.

Naar het oordeel van de Raad van State zou in het nieuw artikel 40 bis nader moeten bepaald worden op welke beslissingen het akkoord van de medische raad voor invaliditeit betrekking moet hebben.

Artikel 29.

Daar artikel 72 nog andere wijzigingen in artikel 48 van het geldende besluit aanbrengt, stelt de Raad van State voor, het hele lid als volgt te vervangen:

"Artikel 48, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt door volgende bepaling vervangen :

"Artikel 48.- De rekening van ontvangsten en uitgaven van het verlopen dienstjaar wordt elk jaar, uiterlijk op 15 Mei, aan de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg overgemaakt. Bij die rekening wordt de staat van ontvangsten en uitgaven van elke verzekeringsinstelling gevoegd, die opgemaakt is binnen een door het vast comité bepaald bestek.".

Artikel 30.

Om redenen van dezelfde aard als bij artikel 29 opgegeven, stelt de Raad van State volgende lezing voor :

"Artikel 49 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij besluit van de Regent van 13 Januari 1949, wordt door volgende bepaling vervangen :

"Artikel 49.-

De begroting der bestuursuitgaven van het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit wordt elk jaar, vóór 1 October, voor het volgende dienstjaar door het nationaal comité opgemaakt.".

.../...

Artikelen 32 tot 49.

Daar alle artikelen van titel II, hoofdstuk I, door het onderhavige ontwerp worden vervangen, stelt de Raad van State voor, geheel het hoofdstuk te hernemen, en wel als volgt :

Artikel .-

Hoofdstuk I van titel II van hetzelfde besluit gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 28 Maart 1947 en 13 Januari 1949, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Hoofdstuk I. - Gezondheidszorgen.

Afdeling 1. - Omschrijving van de zorgen.

Artikel 52.- ... (tekst van nieuw artikel 53, eerste lid, mits met de volgende opmerkingen rekening te houden :

1° de woorden "te waarborgen en" dienen geschrapt ;

2° onder c moet het verschil worden aangegeven tussen "curatieve ziekenhuisverpleging" en "behandelingsziekenhuisverpleging")...

Artikel 53.- ... (tekst van nieuw artikel 53, tweede, derde en vierde lid, mits het tweede lid als volgt te wijzigen :

"De nomenclatuur van de in artikel 52 bedoelde zorgen wordt omschreven bij koninklijk besluit, in ministerraad overlegd. De tarieven van de honoraria en

.../...

van de terugbetalingen, en de voorwaarden waaronder die zorgen worden verleend, worden vastgesteld door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, die ze niet kan wijzigen dan op advies van het vast comité.".

In het derde lid moet worden aangegeven, aan wie het verslag van de medische directie wordt voorgelegd.)...

Artikel 54.- ... (tekst van nieuw artikel 54, eerste en tweede lid, mits de verwijzingen naar de artikelen 54 bis en 53 onderscheidenlijk te vervangen door "artikel 57" en "artikel 52")...

Artikel 55.- ... (tekst van nieuw artikel 54, derde lid, zoals het hieronder is gewijzigd, en van artikel 66 van het ontwerp :

"De tarieven van de medische tandheelkundige en andere honoraria met betrekking tot de in artikel 54 opgesomde prestaties worden bij ministerieel besluit bepaald.

Het tarief ... ") ...

Artikel 56.- ... (tekst van nieuw artikel 60, door het ontwerp ingevoegd) ...

Artikel 57.- ... (tekst van nieuw artikel 54 bis) ...

Artikel 58.- ... (tekst van nieuw artikel 55 onder aanpassing van de verwijzingen) ...

Artikel 59.- ... (tekst van nieuw artikel 56 onder aanpassing van de verwijzing) ...

.../...

Artikel 60.- ...(tekst van nieuw artikel 65, onder aanpassing van de verwijzing) ...

Artikel 61.- De geneesheer is vrij in zijn voorschriften Hij streeft naar de grootste doeltreffendheid bij de geringste uitgaven. De verzekeringsinstellingen zijn niet gehouden tegemoet te komen in de kosten der producten die voor voeding, huishouden of toilet kunnen worden gebruikt noch in de kosten der specialiteiten die niet vermeld zijn onder de in artikel 55 bedoelde pharmaceutische tarieven.

De geneesheer schrijft zijn recepten op de formulieren, die het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit te dien einde aan de verzekerden langs hun verzekeringsinstelling om heeft ter hand gesteld; hij houdt voor iedere gerechtigde die hem raadpleegt een onafgebroken schriftelijke observatie bij ; hij geeft de attesten van begin van werkonbekwaamheid en van overlijden af.

In alle omstandigheden worden alle voorzieningen getroffen opdat het beroepsgeheim volkomen worde geëerbiedigd.

Artikel 62.- ... (tekst van nieuw artikel 57 bis) ...

De Raad van State maakt hierbij de volgende opmerkingen :

Artikel 57 bis van het ontwerp stelt beroep bij de tuchtcommissie open tegen de beslissingen, door de verzekeringsinstellingen genomen ten aanzien van personen of instellingen die gemachtigd zijn om gezondheidszorgen toe te dienen maar die zich bij de uitoefening van

.../...

hun kunst niet naar de wets- of reglementsbepalingen gedragen, de verzekering nadeel berokkenen, of zich ten aanzien van deze aan bedrog of misbruik schuldig maken.

De commissie geeft alleen advies, maar dit maakt nochtans de beslissing van de verzekeringsinstelling definitief wanneer het advies het met de beslissing eens is.

Het zesde lid van dit artikel zegt niet wat met de beslissing gebeurt zo de verzekeringsinstelling zich niet naar het advies van de tuchtcommissie gedraagt

Het zevende lid is overbodig aangezien de niet ontvankelijkheid wegens laattijdige indiening reeds in het vierde lid is behandeld.

Onder voorbehoud van die opmerkingen, stelt de Raad van State voor, in het derde, vierde en vijfde lid van artikel 57 bis enige wijzigingen aan te brengen, en wel als volgt :

"Deze persoon of instelling mag vragen dat die beslissing voor advies wordt voorgelegd aan de tuchtcommissie ingesteld bij artikel 36 bis.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid moet die aanvraag bij de verzekeringsinstelling worden ingediend binnen een termijn van vijftien dagen, ingaande op de dag van de kennisgeving der beslissing. De aanvraag is schorsend.

De tuchtcommissie kan voorstellen, de duur van de weigering van terugbetaling te verlengen, te bevestigen of te verkorten.".

.../...

Afdeling II. - Vaststelling van de gerechtigden op gezondheidszorgen.

Artikel 63.- ... (tekst van het thans geldend artikel 58 met inachtneming van de wijzigingen aangebracht door de artikelen 42 en 43 van het ontwerp) ...

Artikel 64.- ... (tekst van nieuw artikel 59 onder aanpassing van de verwijzing) ...".

Artikel 52.

Bij die tekst zijn dezelfde opmerkingen te maken als bij artikel 24 van het ontwerp.

Artikel 53.

De Raad van State is van advies, dat het begrip "regelmatige arbeidersa" in het ontwerp of door de daartoe bevoegd verklaarde minister dient te worden omschreven.

Artikel 65.

De Raad van State stelt voor, dit artikel te schrappen en de daar bepaalde wijziging over te nemen in artikel 72 van het ontwerp.

.../...

Artikel 66.

De Raad van State stelt voor, de laatste volzin van de tekst als volgt te wijzigen :

"De verzekeringsinstelling hoeft op het advies van die raad niet te wachten indien het niet gegeven wordt binnen de maand nadat er om is gevraagd.".

Artikel 67.

Het laatste lid van het nieuw artikel 94 zou moeten aangeven, welke geschillen de medische adviseur zal moeten voorkomen en oplossen.

Artikel 68.

De Raad van State stelt voor, de laatste drie leden van het nieuw artikel 96 door de volgende tekst te vervangen :

"Zij stellen onderzoek in bij de apothekers, de apotheekhoudende geneeshoeren, de agenten der verzekeringsinstellingen en de verzekeringsgerechtigden. Die personen zijn gehouden te antwoorden op de vragen van de inspecteurs, die zich, onder meer, tegen aftekening voor ontvangst, alle onmisbare bewijsstukken kunnen doen overhandigen.".

Artikel 72.

Met inachtneming van de in dit advies voorgestelde teksten, zou dat artikel moeten luiden als volgt :

.../...

"In de artikelen 11, 12, 15, eerste lid, 17, 23, vierde lid, 24, tweede, derde en vierde lid, 26 en 27, eerste lid, 3°, van hetzelfde besluit wordt "Nationaal Bestuurscomité" door "nationaal comité" vervangen.

In de artikelen 4, derde en vijfde lid, 10, derde lid, 36 en 92 bis, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt "Nationaal Bestuurscomité" door "vast comité" vervangen.

In artikel 51 van hetzelfde besluit wordt "Nationaal Bestuurscomité en van de vaste delegatie voor advies" door "nationaal comité en van het vast comité" vervangen.

Artikel 73.

De Raad van State stelt volgende lezing voor:

"Opgeheven worden :

1° het besluit van de Regent van 17 April 1945 houdende bepaling van de Rijkstoelage ten behoeve van de verzekeringsorganismen voor de verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit, zoals het is gewijzigd bij besluit van de Regent van 12 Maart 1948 ;

2° het ministerieel besluit van 20 Mei 1949 tot organisatie van een medische raad voor invaliditeit binnen het raam van het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit.".

.../...

Artikelen 74 en 75.

De volgorde van die artikelen moet worden omgekeerd.

\+

\+ \+

Bij de Nederlandse tekst van het ontwerp zijn nog de volgende opmerkingen te maken, die alleen de vorm betreffen :

Als aequivalent van "incapacité de travail" gebruike men overal in de tekst één zelfde term, namelijk "werkonbekwaamheid".

In de plaats van "verzekeringsorganisme" schrijve men "verzekeringsinstelling".

Vanaf het nieuw artikel 31 vervange men "Bestendig Comité" door "Vast Comité".

.../...

Voorts worden de volgende wijzigingen aanbevolen, onder voorbehoud van de hierboven in het advies gemaakte opmerkingen :

Nieuw artikel 3: "bepaald in artikel 1, eerste lid..." in plaats van "voorzien bij de bepalingen van artikel 1 lid 1 ...".

Nieuw artikel 5 : "gestelde termijn ..." in plaats van "bepaalde termijn...".

Nieuw artikel 5 bis, derde lid, als volgt te lezen :

"Vanaf 1955 en gehoord de technische commissie in volgend lid bedoeld, bepaalt de Koning een gedeelte der bijdragen, dat ten hoogste 30 t.h. van het bedrag er van mag belopen, volgens risico's die aan de in artikel ... bedoelde prestaties beter aangepast zijn, inzonderheid volgens de leeftijd en het aantal gerechtigden.".

In het vierde lid schrijve men "met inachtneming van ..." in plaats van "rekening gehouden met ...

In het voorlaatste lid schrijve men "beschikbare gelden ..." in plaats van "beschikbaarheden...".

Nieuw artikel 7, als volgt te lezen :

"Het Rijk verleent aan de verzekeringsinstellingen ... een jaarlijkse toelage waarvan het bedrag is bepaald op 16 t.h. van het aandeel ... dat aan het Rijksfonds ... is toegewezen bij artikel 4 ...".

.../...

Nieuw artikel 10 : "... bepaald bij ..." in plaats van "... voorzien bij ...".

Nieuw artikel 28 bis, tweede lid, in fine :"... in de statuten bepaald" in plaats van "... in de statuten voorzien".

Nieuw artikel 29 en nieuw artikel 31, laatste lid : "gemachtigde" in plaats van "afgevaardigde".

Nieuw artikel 31 bis , voorlaatste lid: "... wordt verzocht..." in plaats van "wordt er toe verzocht..."; laatste lid als volgt te lezen : "Binnen drie maanden wordt voorzien in de vervanging van ieder lid, dat vóór de normale datum ... niet meer van het comité deel uitmaakt. Het alzo ...".

Nieuw artikel 33, tweede lid, als volgt te lezen :

"Het nationaal comité en het vast comité vergaderen op de bijeenroeping van hun voorzitter, telkens als deze het nodig acht of daarom verzocht wordt hetzij door een regeringscommissaris, hetzij door ten minste vijf effectieve leden voor het nationaal comité of door ...".

Nieuw artikel 34 en nieuw artikel 36 bis: "doctors in de geneeskunde" in plaats van "doctors in de medicijnen"; ... "zijn stemgerechtigd" in plaats van "hebben beslissende stem".

Nieuw artikel 38, eerste lid, 1°, b, als volgt te lezen : "de voorwaarden, opgelegd om de uitkeringen ... te genieten"; tweede lid, 2° : "die welke ..." in plaats van "deze die ...".

.../...

Nieuw artikel 40 bis, als volgt te lezen :

1° ...

2° uit medisch oogpunt te bestuderen ... de normen volgens welke ...

3° ...

4° uit medisch oogpunt te bestuderen ... de modaliteiten volgens welke ...".

Nieuw artikel 41, voorlaatste lid : "... wordt het nationaal comité ..." in plaats van "... dienen het Nationaal Comité ...".

Nieuw artikel 53, eerste lid :

"c) curatieve of behandelings ... vermeld onder letter d) van dit artikel ;

d) de behandeling van geesteszieken, kanker, tuberculose, lupus inbegrepen, en van kinderverlamming;".

Nieuw artikel 54, als volgt te lezen :

"Onverminderd het bepaalde in artikel 57 mogen de verzekeringsinstellingen ... voor zover hun inkomsten het mogelijk maken, prestaties toekennen waarvan geen sprake is in artikel 52.

Het betreft onder meer :

1° a) de gewone medische zorgen, dit zijn de raadplegingen en de huisbezoeken van de doctors in de geneeskunde, of zij algemene geneeskunde uitoefenen dan wel specialist zijn ;

...

.../...

2° a) andere heelkundige bewerkingen dan deze bepaald in ...

b) ...

c) de levering van andere orthopaedische apparaten en prothesen dan deze bepaald in ...

d) ...

e) ... alsook de ziekenhuisverpleging van ten hoogste zeven dagen;

f) ...

g) andere physiotherapeutische behandelingen dan deze bepaald in ... ".

Nieuw artikel 54 bis, als volgt te lezen :

"In geen geval mogen door de verzekering tegen ziekte en invaliditeit terugbetaald worden de prestaties hetzij van onderzoekingen, hetzij van contrôle welke de openbare besturen opleggen of te hunnen laste nemen of per prestatie subsidiëren.

Hetzelfde geldt voor medische prestaties, waarin een werkgever voor zijn personeel voorziet.".

Nieuw artikel 55, als volgt te lezen :

"... onverminderd het bepaalde in artikel ..., waarin er wordt op gewezen dat ...

... tenzij hun gezondheidstoestand dit verhindert.".

Nieuw artikel 57 bis :

eerste lid : "strafrechtelijk" in plaats van "strafrechterlijk"; ... "aan de verzekering nadeel..." in plaats van "... en aan de verzekering nadeel ...".

.../...

tweede lid : "medegedeeld" in plaats van "betekend";
laatste drie leden, als volgt te lezen :

"De verzekeringsinstelling geeft de betrokken persoon of instelling bij aangetekende brief kennis van de eind beslissing. Het stelt de datum vast waarop de getroffen maat regel van kracht wordt; deze datum zal minstens één maand later zijn dan de datum van kennisgeving.

De toepassing van deze maatregel kan verdaagd of uitgesteld worden, indien de betrokken persoon of instelling een voldoende geachte vergoeding aanbiedt.

De tuchtcommissie kan aan de andere verzekeringsinstellingen voorstellen soortgelijke maatregelen tegenover de betrokken personen of instellingen te treffen.".

Nieuw artikel 58, eerste lid, 3°, in fine, als volgt te lezen

... "... met dien verstande dat loonarbeiders, die op 1 Januari 1945 als leden einer erkende mutualiteitsvereniging of als mijnwerkers wegens invaliditeit gepensionneerd door het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers op invaliditeitsvergoedingen recht hadden, zonder beperking van duur, verder recht hebben op de gezondheidszorgen".

Nieuw artikel 59, in fine, als volgt te lezen :

"... kunnen in aanmerking komen voor de gezondheidszorgen voor zich en voor de leden van hun gezin, mits zij aan hun verzekeringsinstelling een door het Vast Comité vastgestelde maandelijkse bijdrage betalen.".

.../...

Nieuw artikel 74, als volgt te lezen :

"Wanneer een verzekerde, die een invaliditeits-pensioen geniet volgens een wet of een openbaar reglement of een pensioen aan sommige personeelsleden toegekend door de openbare besturen bij het einde van een beperkte loopbaan, of enige andere vergoeding of toelage ten laste van de openbare besturen , recht heeft op een vergoeding voor primaire ongeschiktheid of op invaliditeitsvergoeding, dan wordt deze vergoeding eventueel zo verminderd dat ...".

Nieuw artikel 75, tweede lid : "...tijdens welke..." in plaats van "...tijdens dewelke...".

Nieuw artikel 86 bis, eerste lid, 2°, als volgt te lezen :

"Voor de bepaling van deze periode mag evenwel rekening worden gehouden met de dagen ...".

Nieuw artikel 88 bis, eerste lid :"... bepaalde prestaties ..." in plaats van "... voorziene prestaties ...".

Nieuw artikel 90, tweede lid : "... instelling tot bescherming der maatschappij ..." in plaats van "...instelling van sociale verdediging ...".

Nieuw artikel 90, 4e, 5e en 6e lid :

"...bepaald in ..." in plaats van "voorzien bij ..."

twee laatste leden als volgt te lezen :

.../...

"Elke vraag of klacht bij de betrokken verzekeringsinstelling ingediend per aangetekende brief volstaat om de verjaring te stuiten.

De verzekeringsinstellingen mogen van de verjaring, zoals zij bij dit artikel werd vastgesteld, afzien.".

Nieuw artikel 91 bis : "... met afronding naar boven op een frank ..." in plaats van "met afronding tot de naast hogere frank...".

Nieuw artikel 92 bis in fine, als volgt te lezen :

"... mag met zijn gezinsleden de bij dit besluit bepaalde gezondheidszorgen verder genieten indien hij aan zijn verzekeringsinstelling de bijdragen gestort heeft, welke met de op een "bewijs van voortgezette verzekering" vermelde perioden overeenstemmen.".

Nieuw artikel 94 als volgt te lezen :

"De medische adviseur oefent het recht van contrôle uit, zoals voor de goede gang van de verzekering onontbeerlijk is. Deze contrôle mag voorafgaan en op een bestendige wijze uitgeoefend worden op elke verzekeringsgerechtigde die op vergoedingen of op zorgen aanspraak maakt, evenals op deze zorgen zelf.

Op zijn verzoek verstrekt de behandelende geneesheer aan de medische adviseur al de nodige inlichtingen; deze laatste ziet toe dat deze zorgen doeltreffend en met inachtneming van de zuinigheid worden toegediend.

.../...

Wat betreft de contrôle op de zorgen handelt de medische adviseur als een in consult geroepen geneeshoer zonder zich ooit in de plaats ...

Voor de vaststelling van de werkonbekwaamheid, treedt de medische adviseur op als expert. De medische adviseur tracht in der minne en zoveel mogelijk door verzoening, de geschillen welke kunnen rijzen, te voorkomen en eventueel op te lossen.".

Nieuw artikel 96, eerste lid, als volgt te lezen :

"De inspecteurs der apotheken van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin zijn bevoegd om niet-naleving van de bepalingen van dit besluit en van de uitvoeringsbesluiten er van op te sporen en vast te stellen. Wat betreft het voorschrijven en afgeven van geneesmiddelen en meer in het bijzonder de overeenstemming tussen de afgegeven geneesmiddelen en het voorschrift van de dokter ...".

Nieuw artikel 98 bis, als volgt te lezen :

"De verzekerden en de leden van het gezin van de verzekerden mogen ten zetel of in het plaatselijk bureau van hun verzekeringsinstellingen inzage nemen van de wetten en besluiten op de maatschappelijke zekerheid en de verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit, evenals van het algemeen reglement van het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit en van de verklarende omzendbrieven welke van dit Fonds of van hun verzekeringsinstelling uitgaan.".

.../...

Nieuw artikel 99 ter, laatste lid : "... wordt niet verder gedaan ..." in plaats van "... zal ophouden...".

Artikel 75 van het ontwerp als volgt te lezen : "Dit besluit treedt 1 Januari 1953 in werking.".

+

\+ +

Daar het advies binnen een termijn van acht dagen is gevraagd, is de Raad van State genoodzaakt zich bij de hier gemaakte opmerkingen te bepalen.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M.SOMERHAUSEN, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	P.ANSIAUX, F.DUCHENE,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister
du Travail et de la Prévoyance sociale.
van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le 1952. De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.